

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: MADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : Annuel
ANNEE DE RAPPORT: 2021

Titre du projet : : PBF/MDG/A-2 : GOUDMADA (Appui à une Gouvernance Démocratique à Madagascar)											
Numéro Projet / MPTF Gateway: PRF 00119658											
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:	Type et nom d’agence récipiendaire: RUNO PNUD (Agence coordinatrice) RUNO HCDH RUNO UNESCO										
Date du premier transfert de fonds: 16 janvier 2020 Date de fin de projet: 15 janvier 2022 Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Oui											
Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional											
Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire): <table border="0"> <thead> <tr> <th>Agence récipiendaire</th> <th>Budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PNUD</td> <td>\$ 1 243 419,36</td> </tr> <tr> <td>HCDH</td> <td>\$ 402 523,66</td> </tr> <tr> <td>UNESCO</td> <td>\$ 366 896,98</td> </tr> <tr> <td align="right" colspan="2">Total: \$ 2 012 840,00</td> </tr> </tbody> </table> <p>Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 50% *JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*</p>		Agence récipiendaire	Budget	PNUD	\$ 1 243 419,36	HCDH	\$ 402 523,66	UNESCO	\$ 366 896,98	Total: \$ 2 012 840,00	
Agence récipiendaire	Budget										
PNUD	\$ 1 243 419,36										
HCDH	\$ 402 523,66										
UNESCO	\$ 366 896,98										
Total: \$ 2 012 840,00											
Budgetisation sensible au genre: Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 349 628.18 Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 166 060.68 USD											
Marquer de genre du projet: GM1 Marquer de risque du projet: Moyen Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): (2.2) Gouvernance démocratique											

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Les agences sous la coordination du PNUD

Rapport approuvé par: Henry Diouf Deputy Representative UNDP

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet entame sa phase de croissance. L'année a été un peu perturbée par le mouvement de personnel et le contexte de COVID 19. Le travail à distance a été priorisé et les staffs sont maintenant remplacés. Les contractualisations avec les OSC et prestataires sont tous formalisés et quelques uns ont déjà remis leurs livrables comme Transparency International dans le cadre du projet ARAMASO ou Aye Aye Production pour le renforcement de capacité .

Après la levée des restrictions liées aux déplacements internes, les institutions appuyés par le projet ont pu se reorganiser et réaliser les activités sur terrain. A ce stade, les mandats des institutions de redevabilité ont pu être réalisés pour renforcer la consolidation de la paix dans différentes régions de Madagascar. Ainsi, les missions sur terrain ont pu être menées particulièrement pour le HCJ, HCDDDED et les journalistes d'investigation.

La pandémie a affecté la planification du projet. Malgré l'ajustement sur le calendrier et l'intensification des activités après la levée des restrictions, force est de constater qu'il nous faut plus de temps que nécessaires pour atteindre les résultats attendus par le projet. C'est dans ce sens que le projet a demandé une prolongation de six mois sans coûts additionnels.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

- L'adoption de l'avant projet de loi sur l'accès à l'information prévue pour décembre 2021
- L'adoption de la proposition de loi sur les défenseurs des droits de l'homme
- La vote de la proposition de loi sur l'évaluation de politique publique
- La validation et la vulgarisation de la stratégie nationale de blanchiment de capitaux
- L'élaboration de la politique interne de lutte contre la corruption du Ministère de l'Environnement
- La célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption
- Appui à l'opérationnalisation de l'agence de recouvrement des avoirs illicites

- Promotion et missions sur terrain des institutions de redevabilité HCDDDED, HCJ, Mediation, SAC, Parlement
- L'évaluation finale du projet

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Sur la lutte contre la corruption le projet a contribué à la mise en place ou le renforcement des dispositifs prévus par les textes ou le plan national. Ces actions permettraient à termes d'améliorer l'indice de perception de ce fléau. De l'autre côté, le travail avec les OSC et journalistes ont permis de renforcer le plaidoyer ou relever des faits méconnus du public ou des décideurs qui nécessitent des approfondissements.

Pour la redevabilité institutionnelle : Les outils produits grâce à l'appui du projet (guides, magazine, textes de loi, décret d'application, manuel de formation, spot vidéo...) serviront aux partenaires de mise en œuvre : média, institutions publiques et société civile, au niveau central et décentralisé, d'exercer efficacement leurs rôles et d'assurer leurs redevabilités pour une gouvernance apaisée, protectrice des Droits Humains, le programme a mis en place une stratégie d'actions sur plusieurs plans.

Cependant beaucoup restent à consolider afin d'améliorer redevabilité des institutions, la protection des Droits Humains et la cohésion sociale, et avoir la paix durable . Les acquis en termes de consolidation de la paix sont encore assez fragiles.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

formation du Staff du BIANCO :

Le renforcement des capacités des magistrats de la Cour Suprême sur les techniques de rédaction de rapports et conclusions en matière civile, commerciale et pénale va contribuer à améliorer la qualité des jugements sur les affaires traités par cette Cour, en particulier la Cour de cassation. Ceci va considérablement avoir des impacts réels dans la vie des justiciables et le renforcement de l'Etat de droit voire la consolidation de la paix.

Ouverture du PAC Mahajanga :

- communiqué de presse :
- discours du Représentant Résident Adjoint du PNUD, M. Henry René Diouf :
- l'album photos :

Atelier de renforcement de capacité des magistrats de PAC sur la criminalité environnementale :

Pôle anti-corruption : La criminalité environnementale dans le collimateur – Midi Madagasikara (midi-madagasikara.mg)

PROG_FCM2_PAC21.pdf (enmg.org.mg)

Atelier de consultation publique sur la proposition de loi sur l'évaluation de politique publique

Promotion de la redevabilité du Gouvernement à travers la proposition de loi sur l'évaluation des politiques publiques – Antenimierampirenena (assemblee-nationale.mg)

Formation de 40 femmes journalistes dans le sud :

avant la formation, elles étaient en situation de dévalorisation de leur rôle de journalistes¹ et au sein de la société, manquant de compétences et d'outils méthodiques². Les reportages réalisés leurs ont permis de se revaloriser. 3 ont obtenus des promotions au sein de leur rédaction.

Citation de Geneviève RAKOTONANDRASANA, journaliste à la TVM/RNM à Tôlagnaro: “ *C'est vraiment lors de cette formation que j'ai pris conscience que j'avais beaucoup de responsabilités pour faire avancer la lutte contre la corruption.* ”

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des

¹ « Les neuf entreprises sondées par l'ONG Gender Links pour IWMF à Madagascar comptent quatre fois moins de femmes journalistes que d'homme. » - UNESCO, Etude sur le développement des médias à Madagascar, 2017

² Comme relevé par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES)40, [les] conditions de travail [des journalistes] constitue l'un des obstacles au développement d'une presse libre et indépendante. Les journalistes consultés dans le cadre de cette étude mentionnent les obstacles suivants dans l'exercice de leurs métiers :

Difficultés dans la pratique du métier :

Manque d'équipements	81%
Difficulté pour se déplacer	77%
Trouver des sources crédibles	38%
Accéder à des experts	42%

Internews, Etude sur le paysage médiatique à Madagascar, Septembre 2021

preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
- *“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1 : Le niveau de la corruption est réduit et la perception du phénomène s’améliore

Veillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

8 indicateurs sont concernés par le ce résultat 1 : 6/6 indicateurs au niveau du produit ont atteint ou dépassé leur cible. Les valeurs des deux indicateurs de résultat seront appréciées à la fin du projet (à cause de la fréquence de collecte).

Les efforts entrepris jusqu’ici vont contribuer au résultat :

- Les techniciens du BIANCO et le magistrats des PAC ont pu bénéficier d’une série de renforcement de capacité sur différents thématiques. Cela a permis d’améliorer le traitement des dossiers de corruption. Actuellement le taux de prévenu/ condamné s’est amélioré.

Actuellement, le PAC Majunga est totalement opérationnel et tous les magistrats et greffiers ont pu bénéficier des renforcements de capacité nécessaires pour mener à bien leurs fonctions. Avec le concours de l’Ecole Nationale des magistrats et des greffes les 3 formations suivantes ont été organisées : les infractions sur le marché public, les chaînes de procédures pénales et la criminalité environnementale.

Pour le PAC Fianarantsoa, les préparatifs sont en cours pour mettre à disposition l’équipement. Cependant, les magistrats sont identifiés mais la décision de leur nomination sont encore attendue au niveau du CSM.

La loi sur les PAC a été amendée et votée par les deux chambres. Bien que les infractions économiques soient revenues au niveau des juridictions classiques, celles connexes à la corruption sont toujours les compétences des PAC. Il y a aussi quelques modifications sur les autres articles sur le mandat et la composition du comité de suivi des PAC.

Le décret d’application pour la mise en place de l’agence de recouvrement des avoirs illicites est pris récemment en conseil des Ministres. Le CSI organise actuellement le recrutement de son directeur général et en pourparlers avec le projet pour voir comment accélérer la mise en place de cette agence.

Avec le BIANCO, les réflexions pour développer la politique interne de lutte contre la corruption au niveau du ministère de l’Environnement sont en cours et l’atelier national de lancement va se tenir ce mois-ci. Le calendrier était plusieurs fois reporté à cause du contexte sanitaire. Cet exercice est mené conjointement avec la coopération allemande (GIZ). Néanmoins, les actions de prévention de corruption et lutte contre le trafic de ressources naturelles avec les réseaux des acteurs dans 3 régions PBF sont déjà réalisés. Cette

responsabilisation des acteurs a déjà eu des résultats palpables dans ces régions dans la lutte contre le trafic illicite des tortues car quelques auteurs sont déjà appréhendés. 2 numéros Trandraka ont été appuyés pour la pérennisation. 1 stratégie de communication et de dissémination a permis de mettre en place des points de collectes en ville et en région. Trandraka a permis la vulgarisation et la popularisation du journalisme d'investigation et suscité plus d'intérêts auprès de nouveaux partenaires financiers : le n° 9, octobre 2021, a bénéficié de l'appui de nouveaux partenaires GIZ, FES, 11th hour project, Ministère des Affaires étrangères de Norvège. Trandraka a été cité dans le cadre de l'étude sur le paysage médiatique à Madagascar réalisé par Internews.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Pour renforcer l'éducation des jeunes sur l'intégrité et leur participation dans le refus et la dénonciation de la corruption, le projet a noué un partenariat avec l'ONG Tolontsoa. Elle intervient dans 5 régions pour 87 réseaux d'intégrité et d'honnêteté (RHI). Autour de 800 jeunes (dont la plupart sont des jeunes filles) sont bénéficiaires de ce paquet d'activités. On a vu même la participation des jeunes filles dans la poésie (slam) sur des textes liés à la sensibilisation de leurs pairs dans la promotion de l'intégrité.

De plus en plus de femmes journalistes intégrer Trandraka : numéro 7 et 8 étaient à 30% de représentations féminine, le n°9 à 50%. Par ailleurs, le teambuilding organisé pour former la relève du journalisme d'investigation à Madagascar comptait 75% de femmes. Il faudrait aujourd'hui pouvoir appuyer pour intégrer ces femmes journalistes à des postes de décision dans le domaine.

Résultat 2 : La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

Resumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

8 indicateurs sont concernés par le ce résultat 2 :
L'indicateur de résultat 2.1 est en bonne voie. L'autre indicateur de résultat sera apprécié à la fin du projet.
6/6 indicateurs au niveau du produit ont atteint ou dépassé leur cible.

L'appui à l'opérationnalisation des mécanismes de contrôle de redevabilité se poursuit, à travers l'organisation des séries de renforcement des capacités à l'endroit de la Cour suprême (CS), la Haute Cour de justice (HCJ), le parlement, le Haut Conseil de la

Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDDED), la Médiature et les journalistes. La HCJ mettra en profit les nouvelles connaissances et aptitudes acquises à travers les sessions de formation, pour assurer une meilleure considération et protection des droits de l'homme, ainsi qu'un traitement selon les normes des dossiers qui lui sont soumis, contribuant ainsi à la réduction de l'impunité. Les organisations de la société civile et les journalistes ont également bénéficié de formations leur permettant de renforcer leur rôle de contrôle citoyen et de veille eu égard à l'effectivité des mécanismes de contrôle.

La CS a effectué 7 missions de contrôle de la juridiction. Son système de filtrage à l'entrée a été amélioré pour maîtriser les rabatteurs source de tensions et de corruption. Le HCDDDED a effectué 6 missions de vulgarisation de son mandat dans 11 villes, à travers une rencontre avec les acteurs locaux (autorités administratives, chefs traditionnels, société civile, et journalistes)

Le projet note une nette amélioration de la redevabilité et la visibilité des députés à travers la production et la diffusion d'émissions hebdomadaires avec TI. Ainsi, 25/25 émissions ont été tournées et sont en ligne sur les réseaux sociaux et la plateforme ARAMASO. En outre, 4 enquêtes ont été réalisées portant sur la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise sanitaire et sur les perceptions des citoyens par rapport aux vaccins anti-covid-19. Après enquêtes auprès des citoyens, 70% sont satisfaits des mesures générales prises par l'Etat et 76% des enquêtés souhaitent se faire vacciner contre la covid-19.

Un plaidoyer pour la loi sur l'accès à l'information a été mené, avec présentation auprès de l'Assemblée Nationale et du Sénat. 3 journées internationales ont eu lieu avec le MCC et OSC pour appuyer la loi, la liberté de la presse et sur la sécurité des journalistes avec publication de 7 articles contribuant à l'Indicateur 2.2.3, dépassant les objectifs. L'avant-projet sera présentée en conseil des Ministres en Decembre 2021. Cependant sa dernière version n'est pas publique. Elle devrait influencer positivement la redevabilité des institutions et faciliter l'accès de la population aux informations à caractère public, tout en permettant l'accès à de nouveaux partenaires pour Madagascar (Open Government Partnership).

3 formations pour les femmes dans le sud ont eu lieu, avec production et diffusion de 38 reportages dans 6 émissions (Indicateur 2.3.2), dépassant les objectifs, sur des thèmes peu communs pour cette cible : corruption⁴ et place des femmes dans le sud⁵.

³ "les journalistes ne seront pas mieux protégés sans l'adoption de textes d'application précis, rédigés clairement et diffusés auprès de tous sous une forme explicite" UNESCO, Etude sur le développement des médias à Madagascar, 2017

⁴ Extrait du rapport d'activité : « À Tôlagnaro par exemple, le groupe "corruption" n'a pas voulu aller sur le terrain le premier jour de reportage. Après avoir discuté avec chacune d'entre elles, elles ont surmonté leur peur et réussi à réaliser leurs reportages. Les termes : "investigation" ou "enquête" sur la corruption contribuent à créer un climat de peur chez les bénéficiaires qui ne se sentent pas le courage d'aller réaliser des reportages sur la corruption. Privilégier d'autres mots ou phrases telles que "réaliser des reportages sur des pratiques de corruption". Les cas de corruption sont connus des stagiaires, tout comme les différentes instances qui luttent contre la corruption. La difficulté principale réside dans le fait d'oser faire un reportage qui dénonce la corruption, qu'elle soit quotidienne ou systémique (autocensure). »

⁵ "Les rubriques politiques sont essentiellement destinées aux hommes car considérées comme difficiles (...) alors que les rubriques sociales reviennent souvent aux femmes car elles sont vues comme sensibles". Elle souligne le peu de

Ces productions ont permis d'améliorer la qualité de leur travail, certaines ne savent pas écrire, et 3 des journalistes ont reçus des promotions⁶. Des négociations sont en cours pour des diffusions hors Madagascar.

400 élèves ont participé à 3 Master Class résultant à : 1 concours d'articles pour les lycées et université ; 1 parution des gagnants dans Trandraka 9 ; 1 base de données de jeunes a utilisé pour des projets PBF connexes. Les interventions ont été filmées et seront diffusées sur les réseaux sociaux et prochaines sessions.

5 Maisons de la Communication (ancienne Maison de presse) ont été équipées en « kit visioconférence », dépassant les objectifs, pour former et opérationnaliser les salles de presse en région. Nous sommes en attente des rapports d'utilisation et d'accès.

- **Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** (Limite de 1000 caractères)

Les activités réalisées avec la Haute Cour de Justice ont touché au total 615 personnes dont 455 femmes (450 femmes sur 600 personnes lors des activités de vulgarisation du mandat de la HCJ dans 3 districts ; et 5 femmes sur 15 à l'occasion des sessions de renforcement des capacités organisées à l'endroit du staff de la Haute Cour).

Pour ce qui est du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit, les activités de vulgarisation de son mandat, qui ont été menées au niveau de 3 régions du pays, ont atteint 430 personnes dont 200 femmes.

C'était des opportunités pour les femmes et les jeunes de s'exprimer et faire entendre leur voix sur différents sujets de préoccupations de la paix sociale et de droits humains qui les concernent. En même temps, ces rencontres leur permettent aussi de s'informer sur leur droits.

Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui</p>
---	---

représentativité de femmes à des postes de directions. » Propos de Lova Rabary, rédactrice en chef de 2424.mg, recueilli lors du débat public pour la Journée sur la liberté de la Presse du 3 mai 2021 organisé par l'UNESCO

⁶ une femme journaliste est rémunérée entre \$50 et \$100 par mois; selon une étude de l'UNESCO de 2017, les femmes journalistes représentent 38% du corps, contre 62% d'hommes



<p>Des suivis ont été réalisés tant en interne qu'avec les partenaires et prestataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> -auprès des prestataires et partenaires de mise en œuvre (suivi des prestations de service ou matériels livrés et leurs utilisations...) -auprès des partenaires pendant la mise en œuvre des activités (distribution de kit de protection pour les journalistes contre la COVID19, suivi de consultation en ligne pour l'élaboration de l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information...) 	<p>Dans le cadre du projet ARAMASO avec TI-MG</p> <p>Mesure de la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise covid-19 (2 round -Janvier 2021)</p> <p>Perceptions citoyennes quant à la responsabilité et à la redevabilité des députés Mars 2021 (Mars 2021)</p> <p>Les perceptions citoyennes par rapport aux vaccins anti-covid-19 et aux mesures prises par l'Etat contre la pandémie (Avril 2021)</p> <p>Evaluation pré et post formation des connaissances des femmes journalistes bénéficiaires de la formation sur la lutte contre la corruption (juillet à septembre 2021)</p>						
<p><u>Evaluation:</u> Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 40000 USD</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): Dans les prochains mois : il y aura l'élaboration des termes de références et le recrutement des consultants pour mener l'évaluation finale du projet</p>						
<p><u>Effets catalytiques (financiers):</u> Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$):</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 70%;">Fondation Frederich Ebert</td> <td style="text-align: right;">6238,52 USD</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Coopération allemande</td> </tr> </table> <p>Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID19, initiative de la Société civile. Dans le cadre de la production du magazine d'investigation Trandraka. Des bailleurs de fonds; coopération allemande et l'association des OSC engagées dans la lutte contre la COVID 19 ; se sont positionnés pour financer 8 articles d'investigation sur les 20 articles à publier dans les deux numéros du magazine</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 70%;">PNUD</td> <td style="text-align: right;">197700 USD</td> </tr> </table> <p>UNDP fonds propre TRAC en 2021 : 40 000 USD pour l'achat d'un véhicule pour le PAC Fianarantsoa et 40 000 USD pour équipement du Parlement 100 000 USD pour continuer les activités du Studio SIFAKA « sensibilisation pour la paix et éducation civique des jeunes »</p>	Fondation Frederich Ebert	6238,52 USD	Coopération allemande		PNUD	197700 USD
Fondation Frederich Ebert	6238,52 USD						
Coopération allemande							
PNUD	197700 USD						

	<p>Financement de 2 voyages pour la participation aux conférences internationales des partenaires (12000 USD): session spéciale de l'assemblée générale sur la lutte contre la corruption 02 au 04 juin 2021 à New York Atelier sur le suivi de 2e examen sur la mise en œuvre de la convention des nations-unies contre la corruption (CNUCC), Du 14 au 18 juin 2021 à Vienne (Autriche)</p> <p>Bureau régional de l'UNESCO en Afrique de l'Est \$4,500,</p> <p>Participation à l'organisation d'un atelier sur la sécurité des femmes journalistes Participation à l'organisation de la journée internationale pour la liberté de la presse</p> <p>Telma \$1,200 Appuis à la mise en place du MOOC Vaccin et COVID-19 pour les journalistes avec la prise en charge des connexions internet, la dotation de kit numérique et la communication dans le cadre des activités liées au plan action COVID-19</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.

- 1) Ajustements financiers : Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$90 000 \$40 000 pour UNESCO
\$ 50 000 pour PNUD

- 2) Ajustements non-financiers : Veillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Quelques ajustements ont été adoptés : Le télé travail pour le staff donc pas de réunions en presentielle. Le calendrier des activités a été modifié en fonction des mesures sanitaires et l'état de santé des staff ou des participants.

Collaboration avec les autres projets dans le suivi et la réalisation des activités dans les régions confinées

3) Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG) a réalisé le projet ARAMASO (littéralement « veille citoyenne ») appuyé par l'UNPBF pendant la période de la pandémie du covid-19 en vue d'améliorer la redevabilité institutionnelle pendant la crise sanitaire contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat. En effet, la pandémie du covid-19 a eu des répercussions négatives au niveau social et économique mais aussi au niveau politique. La déclaration de l'état d'urgence sanitaire à Madagascar en vue de mettre en œuvre les mesures de riposte à la Covid-19 ont soulevé des interrogations sur les conséquences inverses que semblaient présenter ces mesures, notamment le déséquilibre de pouvoir entre l'Exécutif et le législatif. En effet, le Parlement s'est vu être mis de côté dans les prises de décisions alors que c'est un pilier fondamental et indispensable pour une vraie gouvernance démocratique. Grâce aux interventions du projet ARAMASO qui portent sur trois objectifs spécifiques, notamment : i) la mise en place d'un mécanisme de remontées d'informations, ii) l'amélioration de la redevabilité et de la visibilité des députés ainsi que iii) le renforcement de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité, les risques de dérives de tensions, de corruption et de conflits sociaux liés à la crise ont été amoindris .

La mise en place d'un mécanisme de remontées d'informations a connu de succès à travers la création de la plateforme ARAMASO (www.aramaso.transparency.mg)*. Elle peut recevoir les alertes et/ou rapports d'incidents covid-19 lancées par les citoyens via les SMS d'un numéro vert ; elle peut également traiter les informations concernant les activités des députés dans leurs circonscriptions.

En outre, il est également à souligner quatre séries d'enquêtes effectuées dans trois régions de Madagascar qui portent sur les mesures de la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise covid-19 (Janvier 2021) ; les perceptions citoyennes quant à la responsabilité et à la redevabilité des députés Mars 2021 (Mars 2021) ; et les perceptions citoyennes par rapport aux vaccins anti-covid-19 et aux mesures prises par l'Etat contre la pandémie (Avril 2021). Il a été ressorti comme résultats saillants que 70% des citoyens enquêtés sont satisfaits des mesures générales prises par l'Etat et que 76% des enquêtés souhaitent se faire vacciner contre la covid-

19". Toutefois, l'implication des députés est jugée insuffisante par les citoyens car le taux de satisfaction se situe entre 30 et 40 % durant la crise sanitaire.

En complément, l'autre volet du projet ARAMASO se rapporte plus particulièrement à la production et la diffusion d'émission hebdomadaires avec les députés en vue d'améliorer la redevabilité et leur visibilité. Ainsi, 22 émissions sur 25 ont été tournées et disponible en ligne sur les réseaux sociaux ainsi que sur la plateforme ARAMASO. Par ailleurs, TI-MG a mobilisé et formé les jeunes sympathisants de l'association et les membres des clubs Fongotra à grossir les rangs des brigades ARAMASO chargés de signaler les conflits liés au Covid-19 et de rapporter les incidents de corruption dans leurs régions. Ainsi, 3 brigades sont opérationnelles dans la région Analamanga, Haute Matsiatra et Atsinana avec 50 membres.

En dernier lieu, l'objectif spécifique n°3 porte sur le renforcement de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité. Dans ce sens, TI-MG a pris l'initiative, à travers le projet ARAMASO, de rappeler à tout serviteur de l'Etat (quelle que soit sa position/fonction) à travers la dissémination du Manifeste d'intégrité ses devoirs ainsi que les bons comportements à adopter dans la réalisation de ses missions. 450 feuilles A5 ont été imprimées et distribuées auprès des trois régions d'intervention du projet, à savoir Analamanga, Atsinanana et Haute Matsiatra

20 journalistes ont participé à une formation en ligne pour lutter contre les fausses informations et parler du vaccin avec parution d'articles ; 2 articles du Trandraka 9 ont traité de la gestion de la crise en région.

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 Le niveau de la corruption est réduit et la perception du phénomène s'améliore	Indicateur 1.1 Indice de perception de la corruption (IPC)	25/100	26/100	25/ Juin 2021 : 25/100 Novembre 2021 :25/100 Fon de projet : 26/100 100	25/100	Selon le rapport de TI https://transparency.mg/ipc2020
	Indicateur 1.2 Taux moyen de dossiers jugés au niveau des PAC opérationnels	64,74% (2019)	70 %	Juin 2021 : 46.78% Novembre 2021 :60% Fin de projet : 70%	50,49% (Septembre 2021)	Normalement, la fréquence de collecte de ce taux est annuelle la valeur actuelle en septembre 2021 concerne les deux PAC Antananarivo et Mahajanga
	Indicateur 1.3					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.4					
Produit 1.1 Les institutions de lutte contre la corruption sont efficaces et agissent d'une manière coordonnée	Indicateur 1.1.1 Ratio condamné /prévenu en matière de corruption	51% /49%	50%/50%	Juin 2021 : 51%/49% Novembre 2021 : 51%/49% Fin de projet :5%/50%/49%	52%/48% 52%/48 sept 2021	La fréquence de mise à jour de cette donnée est annuelle. Les données de base sont celle de l'année 2019 avec le seul PAC Antananarivo
	Indicateur 1.1.2 Délai moyen de traitement d'un dossier de corruption	Dossiers criminels : 10 mois	Dossiers criminels : 8 mois	Juin 2021 : Dossiers criminels 10 mois Novembre 2021 : Dossiers criminels 9 mois Fin de projet : Dossiers criminels 8 mois	Dossiers criminels : 10 mois Juin 2021	la fréquence de mise à jour de cette donnée est annuelle. Le données ne sont pas encore disponibles qu'en fin d'année
Produit 1.2 Les acteurs du secteur des ressources naturelles et les OSC	Indicateur 1.2.1 Nombre de réseaux d'acteurs du Bianco opérationnels dans les zones cibles du Projet	0	2	Juin 2021 : 1 Novembre 2021 :2 Fin de projet : 2	3	Trois réseaux d'acteurs pour lutter contre la corruption dans le secteur ressources naturelles sont opérationnels dans le Sud région d'Anosy Androy Atsimo Andrefana .



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
partenaires du Projet mettent en œuvre des actions de prévention et de lutte contre la corruption	Indicateur 1.2.2 Nombre d'interpellation de cas de corruption fait par les OSC partenaires du Projet	0	5	Juin 2021 : 3 Novembre 2021 : 5 Fin de projet : 5	6	
Produit 1.3 Les investigations et l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent et financement du terrorisme sont plus efficaces	Indicateur 1.3.1 Nombre de cas de blanchiment d'argent enregistrés et traités	205	260	Juin 2021 : 130 Novembre 2021 : 237 Fin de projet : 260	385	Nombre de dossier traité depuis debut projet jusqu'en fin 3e trimestre
	Indicateur 1.3.2 Montant des avoirs illicites mis en jeu	222 Milliards d'Ariary	570 Milliards d'Ariary	Juin 2021 : 285 Milliards Ariary Novembre 2021 : 500 Milliards d'Ariary Fin de projet : 570 Milliards d'Ariary	323 Milliards d'Ariary FIN SEPT 2021	Source site du Samifin https://www.samifin.mg/?q=node/822
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
Résultat 2	Indicateur 2.1	3	10	Juin 2021 :3 Novembre 2021 : 7	10	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat	Nombre d'initiatives de redevabilité réalisées par les institutions appuyées par le Projet			Fin de projet : 10		
	Indicateur 2.2 Pourcentage de la population ayant confiance au système judiciaire	20%	25%	Juin 2021 : 20% Novembre 2021 : 20% Fin de projet : 25%	20%	Afro barometre. Il n'y pas encore d'autres publications pour l'afrobarometre
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les capacités de la Cour Suprême (et des Cours la composant) et des tribunaux administratifs et financiers en tant qu'acteurs stratégiques de la Justice sont renforcées	Indicateur 2.1.1 Nombre des dossiers traités (aboutissant à des décisions définitives) par rapport à l'ensemble des affaires enregistrées	1046	1360	Juin 2021 : 1046 Novembre 2021 : 1046 Fin de projet : 1360	1329 Septembre 2021	la publication des statistiques de la Cour Suprême est annuelle. Actuellement Les renforcements de capacité sont réalisés à 80%.
	Indicateur 2.1.2 Nombre de guide disponible au grand public	0	+5	Juin 2021 : 2 Novembre 2021 : 4 Fin de projet 5	7	Le guide pour le contrôle de juridiction est en cours d'élaboration mais non finalisé La révision de la loi organique régissant la Cour Suprême est en cours. Guide pour les parlementaires en temps de covid-19"



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
						<p>Guide de collaboration entre l'assemblée nationale et la Cour des comptes</p> <p>Proposition de loi sur l'évaluation de politique publique</p> <p>Proposition de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme</p>
Produit 2.2 Les capacités techniques et opérationnelles des organes de contrôle et de redevabilité qui constituent des voies de recours pour la population et qui sont garants de la	Indicateur 2.2.1 Nombre de plaintes traitées par les organes de contrôle et de redevabilité concernés par le projet.	170	250	Renforcement de capacité des organes de contrôle 125 plaintes Juin 2021 : 125 Novembre 2021 : 200 Fin de projet : 250	251 (septembre 2021)	<p>HCJ : 02 requêtes (2020)</p> <p>HCDDDED : 249 (2020-2021)</p>
	Indicateur 2.2.2 Disponibilité de tous les éléments essentiels à l'opérationnalisation	NON	Oui	Juin 2021 : non Novembre 2021 : Oui Fin de projet : Oui	non	L'appui du projet est réalisé à 85% il nous reste l'amélioration du système de collecte et la poursuite de la vulgarisation du mandat



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
redevabilité institutionnelle sont renforcées	du HCDDDED (plans stratégique et opérationnel, bureaux, base de données de traitement des plaintes, politiques et procédures internes).					
	Indicateur 2.2.3 : nombre d'activités de plaidoyer en faveur de l'adoption de la loi sur l'accès à l'information	0	3		4	Avant-projet de Loi sur l'accès à l'information en cours d'étude auprès du gouvernement : texte auprès du MCC et présentation prévue en décembre 2021
Produit 2.3 Les capacités des organisations de la société civile à mettre en œuvre des actions de	Indicateur 2.3.1 Nombre de missions d'évaluations communautaires réalisées par les OSC appuyées par le Projet pour la promotion des droits de l'homme et de la gouvernance	0	4	Juin 2021 : 2 Novembre 2021 :4 Fin de projet : 4	4	4 enquêtes réalisées par l'OSC TI-IM



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
suivi de l'effectivité des institutions de contrôle et celui du contrôle citoyen sont renforcées.	Indicateur 2.3.2 Nombre d'initiatives de femmes journalistes appuyées par le Projet portant sur le suivi de l'effectivité des institutions de contrôle	0	5	Contractualisation - Formation Juin 2021 :0 Novembre 2021 :5 Fin de projet :5	38 Septembre 2021	3 formations 38 reportages répartis dans 6 émissions radio réalisées et diffusées au niveau régional
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	donnée de base	Cible de fin de projet	Indicateur d'Étapes / milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					